

Pourquoi Bolsonaro au Brésil ?

Maria Roneide Cardoso-Gil

Nous sommes nombreux à nous poser cette question. Qui aurait cru que « *a paulada* », le « coup de bâton », serait si fort au point de nous assommer ? Depuis que cela est arrivé, nous ne faisons que réagir à ce qui dit le Président. Tous les matins à Brasilia, après ses interviews, il embrase la presse avec ses polémiques en occupant la scène pratiquement toute la journée, en polarisant le débat sur les réseaux sociaux et paralysant ses adversaires politiques.

Nous avons même pris l'habitude de dire « le Brésil de Bolsonaro », sans doute pour marquer notre désaccord avec sa politique et ce qu'elle représente, mais peut-être aussi pour continuer à penser que ce Brésil-là ce n'est toujours pas le nôtre. Comment admettre que 57 millions de Brésiliens ont décidé d'élire le premier président d'extrême-droite de notre République ? Se réveiller de ce cauchemar va prendre du temps, le retour de bâton pourrait servir à cela.

Mais pourquoi lui ? Un député mineur, capitaine de la réserve de l'Armée par laquelle il a déjà été condamné et exclu pour insubordination, même si réintégré par la suite. Polémiste à la Chambre des députés, pendant presque 30 ans de mandat, il n'a réussi qu'à faire approuver 2 propositions de loi. Instable, il a changé régulièrement de parti politique, 8 changements depuis 1989 ; sa dernière adhésion, en janvier 2018, fut à un parti méconnu de la scène politique brésilienne, le PSL, Parti Social Libéral, qui s'est reconverti en parti d'extrême-droite avec son arrivée. A l'heure actuelle, il est en train de faire implorer son parti, à cause des disputes internes de pouvoir, et cherche déjà à en fonder un autre.

On dit que la gauche est coupable de son élection, violemment haïe par une parcelle de la population et de son électorat ; surtout le Parti des Travailleurs, qui a été mis en cause pour diffamation et accusation de corruption par l'Opération Lavage Express depuis 2014, tout cela relayé par la presse traditionnelle. Au centre de cette affaire judiciaire, la compagnie pétrolière publique *Petrobrás*, et dans la tourmente la classe politique et les entreprises nationales privées du BTP. La cible était, d'une part, Lula, pour l'éloigner des élections présidentielles de 2018, et d'autre part, la *Petrobrás*, convoitée par le capital national mais surtout international, en vue de sa privatisation. Une instrumentalisation du judiciaire à des fins politiques, comme l'attestent les révélations du quotidien *The Intercept*.

Mais pourquoi la gauche est autant haïe ? Son arrivée au pouvoir avec L. I. Lula da Silva, en 2003, après trois échecs de candidatures à la présidentielle, a été un moment de grand espoir au Brésil. L'optimisme se répandait à toutes les couches de la société ;

même notre élite, souvent indifférente au sort de la classe populaire, chose inusitée, cette fois-ci, a accepté de jouer le jeu de la démocratisation du pays. Avait-elle cru que dans un pays plus égalitaire, elle pourrait toujours gagner davantage, sans perdre ses anciens privilèges ? Lula, dans ses interviews récentes, dit qu'elle n'a jamais autant gagné d'argent que pendant ses mandats. Malgré le maintien intact du système politique et électoral dans les gouvernements de gauche, certains privilèges ont été touchés par sa politique.

La gauche n'est pas haïe pour ce qu'elle n'a pas fait, à savoir : réformes politique, électorale, tributaire, agraire, du système bancaire, financier, etc... Ce qui a, d'ailleurs, beaucoup frustré l'électorat de gauche. A mon avis, elle est haïe pour avoir endommagé un « rêve » archaïque de la fondation du pays : celui d'exploiter des gens et des richesses, sans les entraves de l'État, voire même de mettre l'État au service et à contribution pour le maintien d'une oligarchie au pouvoir. Un système de privilèges ancien de cinq siècles. Le « retour du refoulé » chez nous, serait-il alors de l'ordre d'une actualisation du « trauma » collectif, ou si vous voulez, du retour du fantasme du colonisateur, du marchand d'esclaves et du *Senhor de Engenho*, nos propriétaires terriens de la Colonie ?

Il suffit de voir ce qui se passe actuellement en Amazonie, à savoir : invasion des terres indigènes, expulsion de la population autochtone, meurtres des chefs de tribus et des activistes de la région, au nom de la construction de l'Empire du soja et du bétail, au prix de la destruction de la forêt amazonienne. La dictature militaire avait déjà eu ce projet de « peuplement » et de développement économique de la région, soldé par un échec. Mais la résistance des peuples indiens, - qui ont un autre Dieu que celui du Marché : la Forêt - montre l'opposition au projet néolibéral de Bolsonaro. Il veut les intégrer au grand marché mondial, il ose même proposer qu'ils louent leurs terres à des « propriétaires terriens », ou qu'ils deviennent eux-mêmes des explorateurs de la forêt.

J'estime que l'un des privilèges le plus affecté par la politique des gouvernements de gauche concerne la classe moyenne, celle apparemment qui décide du sort des élections d'un pays. Le gouvernement de Lula a ouvert les portes de l'université publique aux plus pauvres, avec les quotas destinés aux noirs. Aujourd'hui « les fédérales », comme on les appelle, accueillent majoritairement des jeunes venus de familles modestes, qui gagnent de très faibles revenus. Ce n'est pas un hasard que la même université publique est actuellement la cible préférée du gouvernement, on veut aussi la réduire en cendres.

Eliane Brum, dans l'un de ses remarquables articles du quotidien *El país*, nous rappelle la différence de ces deux fils du peuple : Lula et Bolsonaro. Lula « o retirante », l'émigrant des régions pauvres du Nord-est qui a fui sécheresse et famine, avec sa famille, vers Sao Paulo, la capitale économique du pays. Très peu diplômé, syndicaliste, excellent orateur, il s'est fait le représentant des ouvriers de la métallurgie du ABC de Sao Paulo, et par la suite Président du pays, il a eu un parcours exceptionnel. Tandis que Bolsonaro, fils d'un dentiste « pratique », autrement dit, sans diplôme, de la basse classe moyenne de la périphérie de Sao Paulo, fut ce jeune militaire qui n'a jamais

caché sa fascination pour la ligne dure de l'Armée et les tortionnaires de la dictature. Conservateur, polémiste, contre le politiquement correct, surtout en ce qui concerne les sujets de société et les droits de l'homme, Bolsonaro est un « homme commun », qui n'a rien d'exceptionnel, nous rappelle la journaliste, qui peut être comme notre oncle ou notre cousin, qui dit haut et fort tous les préjugés de notre société. Donc, le Brésil de Bolsonaro est bel et bien le nôtre, avec toutes ses contradictions étalées au grand jour. Quel embarras !

La façon spontanée du président de parler directement aux gens, via réseaux sociaux ou pas, en prétendant dire La vérité, la sienne, cette « sincérité » univoque et haineuse, séduit toujours une parcelle de notre population. Le pouvoir de ce discours et sa force de destruction ne fait que révéler le Brésil et ses conflits de classe, de race, de sexe et d'orientation politique. La fameuse « polarisation » de son discours, à fortes couleurs paranoïaques, divise le pays en deux visions du monde : l'une, la conservatrice, qu'il défend farouchement, celle de la Famille traditionnelle, de Dieu et de la Patrie, et l'autre, celle de son ennemi juré, le socialisme des progressistes, qu'il attaque frontalement, comme dans son discours à l'ONU, en septembre dernier, en dévoilant son mépris pour l'évolution des mœurs et pour les avancées des droits de l'homme des dernières décennies.

Que faire de nos idéologies ou utopies collectives, comme celles de la cordialité, du métissage et de la conciliation nationale de Lula ? Elles ont bien montré leurs limites, et ce que nous voyons est que le pacte national a été rompu et qu'il a pris fin avec l'impeachment de Dilma Rousseff, en 2016.

« L'inconscient, c'est la politique », dit Lacan.

En guise de conclusion :

La politique actuelle est malmenée un peu partout et nous laisse entrevoir un discours du maître univoque, sans équivoque. Le discrédit et la haine actuelle envers la politique font partis du même discours, plus rien ne passe par des voies diplomatiques. Ana Costa, psychanalyste brésilienne, ici-même, nous a parlé de la paranoïa comme une maladie actuelle du langage, dans ses effets politiques et privés. Il me semble qu'à l'heure actuelle, il ne s'agit pas seulement du malaise dans la civilisation, mais plutôt de l'angoisse dans la civilisation. Paranoïa et angoisse vont ensemble, puisque l'ennemi est nommé et pointé du doigt.

Les discours sur l'immigration ou sur l'islam actuellement en France font froid dans le dos. L'amalgame entre l'immigration, le terrorisme et la menace de « l'islamisation de la société française », comme l'attestent les propos récents d'Eric Zemmour, me fait penser que le « retour de bâton » est déjà bien là et qu'il cherche à s'installer en politique. Et cela commence toujours par un Discours de Maître univoque : l'ennemi est à abattre.

Même nos institutions analytiques n'échappent pas parfois à la dérive idéologique. Roland Chemama nous rappelait l'autre jour la tentation idéologique à laquelle pouvaient être confrontés les analystes actuellement. Nous savons tous que la psychanalyse n'est pas révolutionnaire, mais qu'elle peut être subversive. Ce qui ne ferait peut-être pas des analystes, des progressistes en politique, mais encore moins des réactionnaires. Nous sommes plutôt dépassés par les effets de l'acte analytique et également de l'acte politique.

J'ai voulu faire la différence, du moins topologique, entre le « retour du refoulé » et le « retour de bâton », si le premier, relève du « trauma collectif », ou du « fantasme d'un peuple », fruit des enjeux historiques, le retour du bâton viendrait plutôt du réel et dans le moment présent. C'est ce que montre la réaction aux progrès des droits de l'homme en politique, y compris ceux de la femme et même de l'enfant, lesquels peuvent provoquer certaines dérives comme cette loi en Argentine, dont il était question ce soir, par laquelle un enfant pourrait choisir, voire décider de son sexe par des voies juridiques.

Pour finir, la démocratisation d'un pays peut affranchir des voix, comme celles des femmes, des homosexuels, des noirs, des indiens, des enfants, etc. Les faire taire à coup de bâton semble être la proposition des extrêmes-droites actuelles. Mais y aurait-il une autre voie, à entendre aussi « voix », pour y faire face, sans pour autant perdre la face ?

Merci de votre attention.